

LE REGARD DES FRANÇAIS SUR LES PETITES VILLES EN 2026



UNE ÉTUDE IPSOS
Synthèse des résultats



Éditoriaux



Françoise Gatel

Ministre de l'Aménagement
du territoire et de la Décentralisation

Les petites villes ne sont plus seulement un héritage de notre histoire territoriale. Elles sont devenues un horizon pour une grande partie des Français.

Le baromètre Ipsos 2026 en apporte une nouvelle démonstration : jamais leur image n'a été aussi positive. Neuf Français sur dix en ont une bonne opinion et plus de six sur dix envisagent d'y vivre demain, une aspiration encore plus forte chez les jeunes. Ces chiffres disent bien plus qu'une préférence résidentielle. Ils traduisent l'aspiration à une vie plus proche, plus équilibrée, plus apaisée, sans renoncer aux services, à l'emploi ou aux opportunités.

Depuis plus d'un an, au fil de mes déplacements dans plus de soixante départements, je retrouve partout cette même conviction. Je vois des petites villes qui se réinventent, attirent de nouveaux habitants, revitalisent leurs centres et affirment leur rôle de centralités. Elles prouvent qu'elles sont aussi des territoires d'avenir.

Cette dynamique est d'abord celle des élus locaux. Parce qu'ils connaissent leur territoire, ils savent en révéler les forces et bâtir des projets adaptés. Elle est aussi le fruit d'une politique publique portée par l'État et par l'ANCT, qui a choisi de les accompagner et de leur donner les moyens d'agir.

Lancé en 2020, le programme Petites villes de demain a ainsi marqué une nouvelle étape de notre politique d'aménagement du territoire. Il a permis à 1 646 communes d'engager des projets de revitalisation ambitieux, dont plus de la moitié sont aujourd'hui réalisés. Derrière ce bilan, ce sont des centres-villes transformés, des commerces relancés, des logements rénovés, des équipements modernisés et des services renforcés.

Mais ce bilan ouvre surtout une nouvelle étape. Car le baromètre rappelle aussi une exigence. Les Français veulent pouvoir choisir les petites villes sans renoncer à l'essentiel : l'accès aux soins, le commerce de proximité, la tranquillité publique, les mobilités et les services du quotidien.

C'est précisément pour répondre à cette ambition que le Gouvernement a fait le choix de prolonger Petites villes de demain à partir de 2027, en cohérence avec la vision que nous porterons au sein de la future stratégie nationale d'aménagement du territoire. Car face aux défis démographiques, climatiques et économiques, notre responsabilité est bien de conforter les centralités intermédiaires qui structurent les bassins de vie et garantissent la cohésion de nos territoires.

Le programme ne repart pas de zéro. Il prolonge la dynamique engagée en articulant davantage les projets des collectivités avec les politiques de proximité : France Services et France Santé, soutien au commerce de centre-ville, adaptation au changement climatique et développement économique. Tout cela au service d'une ambition : donner aux maires les moyens d'apporter des réponses toujours plus concrètes aux attentes des habitants et garantir un avenir à chaque territoire.



Henri Prévost

Directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires

En France, les petites villes évoquent un idéal que les résultats positifs de ce 5e baromètre illustrent parfaitement : sociabilité, qualité de vie, proximité de la nature... Cet attachement des français aux petites villes explique pourquoi les phénomènes de déprise démographique et commerciale qu'elles rencontrent parfois sont si profondément ressentis.

Ainsi pour l'ANCT, la vitalité du maillage des petites villes a toujours été et reste un enjeu de cohésion des territoires, qui a justifié son engagement constant dans le programme Petites villes de demain. Depuis 2020, celui-ci a permis aux 1646 communes lauréates de maintenir et développer leurs équipements, d'investir dans leurs infrastructures et dans une offre de services adaptée pour la qualité de vie de leurs habitants. Plus qu'un simple reflet des perceptions, ce baromètre confirme les enjeux centraux pour l'action publique dans ces territoires : accès aux soins, proximité des commerces ou tranquillité publique...

Ce baromètre est ainsi un outil indispensable : il nous permet d'ajuster nos réponses aux réalités vécues par les territoires, et de mesurer l'impact de nos actions. Alors que le programme entre dans une nouvelle étape, les enseignements de cette édition 2026 renforcent notre détermination à poursuivre, aux côtés des élus, des préfets et de l'ensemble de nos partenaires, la revitalisation de ces petites centralités.



Christophe Bouillon

Maire de Barentin
Président de l'Association des Petites villes de France (APVF),
Président de l'Agence nationale de la cohésion des territoires

La première phase du programme Petites villes de demain s'achève cette année. Le regard des petites villes, réalisée par IPSOS, pour l'Association des Petites Villes de France, en partenariat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires et la Banque des Territoires, a démontré une chose, année après année : l'attachement des Français aux petites villes. On peut même y voir davantage : un désir de petites villes. 9 Français sur 10 en ont une opinion favorable.

Ce sentiment nous confirme la nécessité d'un programme comme Petites villes de demain, en reconnaissant le rôle des petites villes dans l'aménagement du territoire, en donnant les moyens aux maires, dans leur commune, de répondre aux besoins de leurs administrés. Les attentes sont encore nombreuses : amélioration de l'offre de soins, action renforcée contre l'insécurité et les incivilités, ou encore soutien au commerce de centre-ville. Mais beaucoup a déjà été fait.

Plus que jamais, l'enjeu est de permettre aux PVD d'aller jusqu'au bout de leur programme de revitalisation. Les maires, nouvellement élus ou réélus, y mettrons toute leur énergie.




Antoine Saintoyant

Directeur de la Banque des Territoires

Cette nouvelle édition du baromètre sur le regard des Français sur les petites villes témoigne avec constance de leur perception positive de ces territoires. Elle atteint même cette année son plus haut niveau. Au-delà de ce regard positif, cela traduit la volonté de plus en plus affirmée d'une majorité de Français qui n'y habitent pas de s'y installer. En quête d'une meilleure qualité de vie, d'un logement plus adapté ou d'un rythme de vie apaisé, ces Français expriment également des attentes claires : santé, sécurité et dynamisme commercial. C'est un enjeu fort pour les maires élus en 2026, car si les petites villes incarnent désormais un idéal aux yeux des Français, elles ont encore de nombreux défis à relever.

Les dynamiques à l'œuvre dans ces territoires renforcent le bien-fondé de nos actions en faveur des petites villes et des territoires ruraux. Avec l'appui des outils financiers et techniques déployés par la Banque des Territoires, nous devons permettre aux maires de traduire en actes leurs priorités et accompagner au mieux la trajectoire choisie par chaque territoire. Les petites villes prennent désormais toute leur place d'interfaces entre campagnes et systèmes urbains, dans une France en recomposition. Elles constituent le pivot d'un aménagement du territoire par lequel une grande part de nos concitoyens aspire à vivre mieux... sans renoncer à l'essentiel.

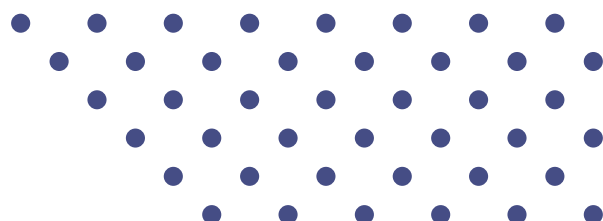
An aerial photograph of a French town, likely in the Provence region, featuring a river in the foreground, a stone bridge, and a dense cluster of buildings with terracotta roofs. The background shows rolling hills and several wind turbines under a clear blue sky. A large orange diamond shape is overlaid on the top left, containing a white text box.

Le regard porté par les Français sur les petites villes reste extrêmement positif, et il parvient même à progresser : 91 % en ont une bonne opinion

Le baromètre du Regard des Français sur les petites villes est un outil de mesure de la perception des habitants sur ces petites centralités essentielles à l'armature du territoire français. Paru pour la première fois en octobre 2021, il propose chaque année des éléments caractérisant la situation des petites villes dans l'imaginaire français, au regard de leurs ambitions et attentes.

L'Association des Petites Villes de France (APVF), la Banque des Territoires et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) ont demandé à Ipsos BVA de réaliser, pour la cinquième année consécutive, une enquête d'opinion en deux volets respectivement centrés sur l'ensemble des Français et sur les habitants des communes sélectionnées pour le programme « Petites villes de demain » (PVD). Le premier volet porte sur un échantillon de 1 000 personnes, représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus, et le second sur un échantillon de 800 personnes résidant dans les communes du programme PVD, et représentatives de la population de ces communes âgée de 18 ans et plus. L'enquête a été menée en ligne, auprès du panel propriétaire d'Ipsos IIS, du 5 au 18 mai 2026.

Dans cette nouvelle édition, en plus de poursuivre l'analyse des indicateurs déjà abordés dans les précédents baromètres (perception de la qualité de vie dans les petites villes, motivations et freins à l'emménagement), nous explorons l'engagement des Français dans la vie collective de leurs territoires ainsi que leurs craintes quant à l'avenir des petites villes. Les élections municipales 2026 sont également l'occasion de réinterroger les attentes pour ce nouveau mandat.



L'image des petites villes continue de s'améliorer



Le regard porté par les Français sur les petites villes **reste extrêmement positif**, et il parvient même à progresser : 91 % en ont une bonne opinion, en hausse de 5 points par rapport à l'an dernier, soit **un niveau record depuis le lancement du baromètre**. Le taux d'opinions « très positives » porte cette progression, puisqu'il passe de 16 % à 22 % en un an.

Deux éléments principaux forgent cette opinion très favorable des Français à l'égard des petites villes. D'une part, la qualité de vie : **la quasi-totalité des personnes interrogées perçoivent les petites villes et leur territoire comme offrant la meilleure qualité de vie** (89 %, +4 points). Comme lors des enquêtes précédentes, l'appréciation positive envers les petites villes est en effet avant tout nourrie par leur forte proximité perçue avec la nature (60 %). **La qualité des liens sociaux fait également partie aux yeux des Français de l'identité des petites villes** : 82 % estiment ainsi qu'elles sont propices aux rencontres et aux liens sociaux. La qualité des relations sociales entre habitants est de plus le second atout cité de ce type de territoire (42 %).

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que **les Français se montrent globalement optimistes quant à l'avenir des petites villes**. Une très large majorité (85 %) estime qu'elles « attirent de plus en plus de nouveaux habitants », et seuls 27 % pensent au contraire que les petites villes « ont une mauvaise image dans la population française », un chiffre qui recule nettement au cours des dernières années puisqu'il concernait 40 % de la population en 2024 et 33 % en 2025. **Cet optimisme est tout particulièrement prononcé pour les petites villes qui bénéficient d'une position géographique et stratégique favorable** : 75 % anticipent un avenir positif pour les petites villes situées sur le littoral et 67 % pour celles qui se trouvent dans les zones de montagne. Le fait d'être bien connecté aux réseaux de transport est aussi perçu comme un atout majeur : 71 % sont optimistes à propos des petites villes connectées au réseau ferré, et 65 % à propos de celles situées sur le réseau autoroutier.

La perception est un peu moins favorable pour les petites villes situées dans la périphérie de grandes agglomérations, mais l'optimisme reste néanmoins majoritaire aussi pour cette catégorie (58 %).

REGARD POSITIF



91 %

DONT

REGARD TRÈS POSITIF



22 %

EN HAUSSE DE 5 POINTS PAR RAPPORT À 2025



ON NOTERA QUE LES HABITANTS DES PETITES VILLES PERÇOIVENT AUSSI TRÈS FORTEMENT CES ATOUS ET AFFICHENT LE MÊME OPTIMISME, SIGNE QU'IL NE S'AGIT PAS D'UNE IMAGE DE CARTE POSTALE DÉCONNECTÉE DE LA RÉALITÉ.

Les petites villes restent attractives aux yeux de la majorité de la population française



Cette tendance positive **ne fait néanmoins pas évoluer le taux de Français qui se disent susceptibles de déménager dans une petite ville** au cours des années à venir : ils sont toujours 62 % à dire que c'est « probable » (22 %) ou « envisageable » (40 %), soit le même pourcentage qu'en 2025. Les moins de 35 ans (71 %) ainsi que les ouvriers (70 %) seraient les groupes les plus intéressés par ce changement de vie.

Cette potentielle installation dans une petite ville est liée à des leviers clairs : **une nette majorité cite le fait de pouvoir bénéficier d'un logement plus adapté (49 %)**, devant le fait de pouvoir changer de rythme de vie (43 %) ou de changer d'environnement (39 %). Les questions liées au logement et aux rythmes de vie sont sans surprise nettement plus mises en avant comme des leviers potentiels par les personnes qui résident actuellement dans des métropoles.



LES JEUNES ET LES OUVRIERS SONT PARTICULIÈREMENT ATTIRÉS PAR LES PETITES VILLES



Dans les petites villes : des attentes sur l'offre de santé, l'insécurité et le commerce



Interrogés dans la foulée des élections municipales sur les priorités qui devraient être celles des nouvelles équipes à la tête de leur commune, les habitants des petites villes citent avant tout **l'amélioration de l'offre de soins** (33 %), légèrement devant la lutte contre l'insécurité et les incivilités (30 %) et **le renforcement de la présence des commerces en centre-ville** (28 %). La diminution des impôts locaux (23 %) et le soutien à l'activité des entreprises locales (22 %) complètent les principaux éléments de ce panorama.



33 %

AMÉLIORATION DE L'OFFRE DE SOINS



30 %

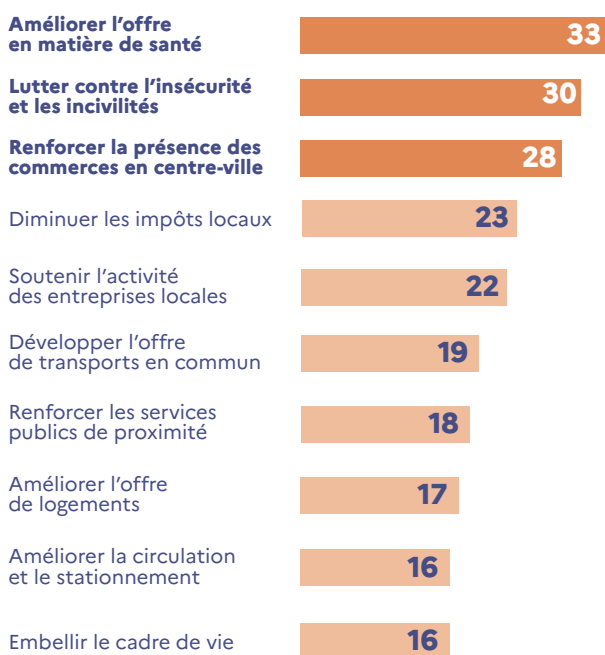
LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ET LES INCIVILITÉS



28 %

RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE DES COMMERCES EN CENTRE-VILLE

PRIORITÉ DU NOUVEAU MANDAT SELON LES HABITANTS DES COMMUNES PETITES VILLES DE DEMAIN



Lecture : l'item « améliorer l'offre en matière de santé » apparaît dans 33 % des réponses parmi les cinq réponses possibles des habitants des communes Petites villes de demain

À noter que les priorités des habitants des petites villes recoupent de très près celles de l'ensemble des Français pour leurs propres communes, quelle que soit leur taille : il n'y a donc pas de spécificités des petites villes dans ce domaine.

Si le sujet de l'insécurité et des incivilités se retrouve dans 31 % des réponses de l'ensemble du panel, une surreprésentation de cet item est à noter parmi les plus de 60 ans (35 %). Naturellement, l'amélioration de l'offre de santé semble particulièrement parler à cette catégorie d'âge (36 % de réponses chez les plus de 60 ans contre 32 % en moyenne).


À l'inverse, les moins de 35 ans sont principalement intéressés par une meilleure offre de logements (23 % des réponses sur cette catégorie d'âge contre 19 % en moyenne) ainsi que l'embellissement du cadre de vie (27 % de réponses contre 18 % en moyenne).

Les habitants des petites villes sont plutôt engagés dans leur territoire

Plus de quatre Français sur dix (42 %) disent être engagés dans la vie de leur commune, que ce soit dans la vie associative (33 %) ou dans la vie publique et les activités citoyennes (31 %). **Les habitants des petites villes présentent un niveau d'engagement sensiblement supérieur à l'ensemble des Français : 49 %, dont 42 % dans la vie associative, et 35 % dans des activités citoyennes.** Dans ces petites villes, l'engagement est avant tout le fait des catégories moyennes supérieures (cadres, diplômés du supérieur), mais aussi des personnes situées aux deux extrêmes de la pyramide des âges : les moins de 35 ans et

les 60 ans et plus, les classes d'âge actives étant en revanche plus en retrait sans doute du fait de contraintes liées à leur vie professionnelle et familiale.

C'est avant tout le manque d'envie (39 %) et le manque de temps (37 %, dont 50 % chez les actifs) qui expliquent le manque d'engagement d'une partie des habitants des petites villes, mais il faut noter que **42 % de ceux qui ne participent pas actuellement à la vie de leur commune affirment qu'ils pourraient le faire à l'avenir.**



« **42 %** DE CEUX QUI NE PARTICIPENT PAS ACTUELLEMENT À LA VIE DE LEUR COMMUNE AFFIRMENT QU'ILS POURRAIENT LE FAIRE À L'AVENIR.

Les faiblesses des petites villes concernent essentiellement le manque de services publics et de services de santé



A contrario, seuls 38 % des habitants actuels des petites villes estiment qu'ils pourraient changer de commune au cours des prochaines années, dont 15 % considèrent ce scénario « probable ». Ce sentiment est davantage partagé par les moins de 35 ans (67 %) ainsi que par les ouvriers et les employés (49 %).

Parmi les freins à l'installation dans une petite ville, la faible présence des services de santé (40 %), des commerces (30 %) ou des services publics hors santé (19 %) sont fréquemment cités, de même que les difficultés en termes de déplacements (33 %) et les faibles possibilités en termes d'emploi (29 %). Ce classement reste le même que l'an dernier, ce qui montre que les éléments négatifs associés aux petites villes sont très structurés dans l'opinion. Les habitants des grandes métropoles citent comme principaux freins à l'installation dans les petites villes, les faibles possibilités en termes d'emploi et le manque de commerces. Les habitants en zone rurale mentionnent eux, davantage l'insécurité.

FREINS À L'EMMÉNAGEMENT



FAIBLE PRÉSENCE DE SERVICES DE SANTÉ



DIFFICULTÉS DE DÉPLACEMENT



FAIBLE PRÉSENCE DE COMMERCES

Les enjeux mentionnés par les Français corroborent les préoccupations des habitants des petites villes. Ces derniers craignent particulièrement pour les années à venir la disparition de l'offre de soins (52 %), la fermeture des commerces (47 %) ainsi que la fermeture des services publics de proximité (32 %). Le vivier d'emplois disponibles est aussi cité (26 % et jusqu'à 37 % chez les moins de 35 ans). Pourtant, véritable atout des petites villes, la dégradation du lien social est tout de même un sujet d'inquiétude : 24 %.

PRÉOCCUPATIONS DES HABITANTS DE PETITES VILLES



DISPARITION DE L'OFFRE DE SOIN ET AUTRES SERVICES PUBLICS



FERMETURE DES COMMERCES



VIVIER D'EMPLOIS

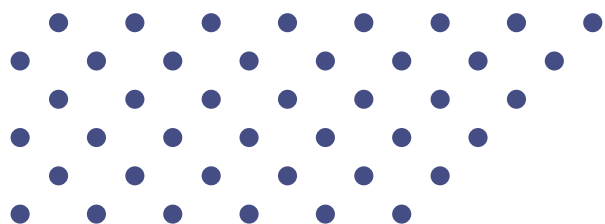


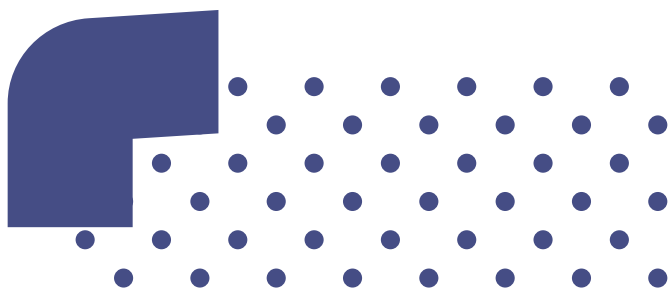
LES ÉLÉMENTS NÉGATIFS ASSOCIÉS AUX PETITES VILLES RESTENT TRÈS STRUCTURÉS DANS L'OPINION.

CONCLUSION



- ▶ Le baromètre 2026 confirme les différents sondages ayant eu lieu pendant la campagne électorale des municipales 2026. Les principales actions attendues des mairies par les Français sont le renforcement de l'offre de soins (33 %), la lutte contre l'insécurité et les incivilités (30 %) et le renforcement de la présence des commerces en centre-ville (28 %).
- ▶ Les habitants des petites villes sont plus engagés dans la vie associative et citoyenne que dans le reste de la France, ce qui révèle un vivier mobilisable.
- ▶ Les Français ont une image de plus en plus positive des petites villes et imaginent un futur positif de ces territoires dans la majorité des cas. Les caractéristiques favorisant cette évolution positive sont identifiées et différenciées selon les types de communes, preuve qu'il ne s'agit pas d'une vision idéalisée de la petite ville.
- ▶ La possibilité de déménager dans une petite ville est stable depuis quelques éditions : environ 6 Français sur 10 l'envisageraient. Cela s'explique par l'envie d'un logement plus adapté, de changer d'environnement ou de changer de rythme de vie.
- ▶ Les freins à cette installation sont désormais bien identifiés par ce baromètre : la faible présence de services de santé, des commerces ou des services publics hors santé, ainsi que des difficultés de déplacement et le risque de ne pas trouver d'emploi.





LE REGARD DES FRANÇAIS SUR LES PETITES VILLES EN 2026



UNE ÉTUDE IPSOS
Synthèse des résultats

Rédaction : Mathieu Gallard (IPSOS), Léa Alcon-Lignereux (ANCT), Suzie Chevée (ANCT), Pierre Torres (ANCT)
Comité éditorial : Mathieu Gallard (IPSOS), Franck Chaigneau (Banque des Territoires), Marc-Henri Castelain (Banque des Territoires), Elias Maaouia (APVF), Eric Etienne (ANCT)
Réalisation : Agence nationale de la cohésion des territoires
Crédits photo : Hugues-Marie Duclos/ANCT, iStock
Juin 2026

